

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1913.

Projet de loi approuvant la Convention internationale de l'opium conclue,
à La Haye, le 23 janvier 1912.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le 1^{er} décembre 1911, une Conférence internationale s'est réunie à La Haye, en vue de l'adoption des mesures propres à amener la suppression progressive de l'abus de l'opium, de la morphine, de la cocaïne, ainsi que des drogues préparées ou dérivées de ces substances.

Les travaux de la Conférence de La Haye ont abouti, le 23 janvier 1912, à la signature d'une Convention par toutes les Puissances qui y étaient représentées, savoir : l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, la Chine, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Russie et le Siam.

Au cours des délibérations de la Conférence, on a fait remarquer que le but qu'elle poursuivait ne serait pas atteint si les autres États, même non directement intéressés dans la question de l'opium, n'accordaient pas leur coopération. Aussi, la Conférence a-t-elle confié au Gouvernement des Pays-Bas le soin d'inviter, immédiatement après la conclusion de la Convention, toutes les Puissances qui n'étaient pas représentées à la Conférence à signer également l'acte issu de ses délibérations. L'article 22 de la Convention est relatif à cet objet.

Conformément à la mission dont il se trouvait investi, le Cabinet de La Haye soumit le texte de la Convention qui venait d'intervenir aux États non participants, en leur demandant de désigner un plénipotentiaire pour procéder à la signature du Protocole complémentaire qui fut ouvert au Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas. Le Gouvernement belge s'empressa de répondre à l'invitation et, suivant ses instructions, le Ministre du Roi à La Haye signa, le 18 juin 1912, le Protocole au nom de la Belgique.

Une des Puissances possédant des Colonies en Afrique avait, au moment de la signature, réservé l'adhésion de ses possessions non immédiatement voisines de la Chine et n'ayant pas avec celle-ci des relations commerciales

suivies, en ce qui concerne l'opium. Le Gouvernement du Roi a cru désirable de réserver également l'adhésion du Congo Belge.

Le Protocole de signature complémentaire a, jusqu'à présent, été signé, indépendamment de la Belgique, par les États énumérés ci-après :

République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa-Rica, République de Cuba, Danemark (y compris l'Islande et les Antilles danoises), République Dominicaine, République de l'Équateur, Espagne, Guatemala, République d'Haïti, République de Honduras, Grand-Duché de Luxembourg, Mexique, Nicaragua, République de Panama, Paraguay, Pérou, République de Salvador, Vénézuéla.

D'autre part, le Gouvernement de S. M. Britannique a, depuis la signature de la Convention, adhéré à celle-ci pour les Dominions, Colonies, Dépendances et Protectorats suivants :

Protectorat de l'Afrique Orientale, Commonwealth d'Australie, Bornéo, septentrional, Brunei, Canada, Chypre, Côte d'Or, Iles Falkland, Iles Fidji, Gambie, Gibraltar, Protectorat des îles Gilbert et Ellis, Jamaïque, Johore, Kedah, Kelantan, Protectorats malais, Malte, Nigérie du Nord, Nigérie du Sud, Nouvelle-Zélande, Nyasaland, Perlis, Sainte-Hélène, Protectorat des îles Salomon, Sarawak, Seychelles, Sierra Leone, Somaliland, Terre-Neuve, Trengganu, Trinidad et Uganda.

*
* *

Il serait superflu, Messieurs, de faire ressortir ici le caractère hautement humanitaire qui s'attache à l'œuvre entreprise par les Puissances signataires de la Convention du 23 janvier 1912. S'il est vrai que l'opium et ses alcaloïdes sont l'une des bases fondamentales de la pharmacopée de tous les peuples et constituent d'excellents médicaments, ce sont en même temps des substances vénéneuses des plus actives, dont l'absorption peut donner lieu soit à une intoxication aiguë, soit à une intoxication chronique.

Sans doute, les mangeurs et les fumeurs d'opium ne se rencontrent pas dans notre pays, mais l'on y constate cependant certaines formes d'intoxication chronique dues à d'autres causes, que la Convention s'attache également à combattre, par exemple la morphinomanie. Les manifestations de cette intoxication sont principalement la cachexie, l'asthénie et l'hébètement. Elle prive de volonté, de courage, ceux qui s'adonnent à cette passion et leur chute progressive, irrémédiable, se complique parfois d'un accès de délire furieux ou de quelque crise convulsive, suivis de mort par congestion ou hémorragie cérébrale ou par syncope cardiaque.

En vertu de l'Acte international, signé à La Haye le 23 janvier 1912, les Puissances contractantes s'engagent à édicter des lois ou des règlements efficaces pour le contrôle de la production et de la distribution de l'*opium brut*, à moins que des lois ou des règlements en vigueur n'aient déjà réglé la matière. Elles s'engagent, en outre, à réglementer l'importation et l'exportation de l'opium brut, en limitant le nombre des villes, ports ou autres localités par lesquels l'importation ou l'exportation seront permises.

Les parties contractantes prendront des mesures :

a) Pour empêcher l'importation de l'opium brut vers les pays qui en auront prohibé l'entrée, et

b) Pour contrôler l'exportation de l'opium brut vers les pays qui en limitent l'importation. Elle édicteront des règlements prévoyant que chaque colis contenant de l'opium brut destiné à l'exportation sera marqué de manière à indiquer son contenu, et ne permettront l'importation et l'exportation que par des personnes dûment autorisées.

La Convention impose aux Puissances contractantes l'obligation de prendre des mesures pour la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé.

Quant à l'importation et à l'exportation de l'opium préparé, elles seront prohibées. Toutefois, les Puissances qui ne seraient pas encore prêtes à prohiber immédiatement l'exportation de ce produit, s'engagent :

a) A restreindre le nombre des villes, ports ou autres localités par lesquels l'opium préparé pourra être exporté;

b) A prohiber l'exportation de ce produit vers les pays qui en interdisent actuellement ou en interdiraient plus tard l'importation;

c) A défendre, en attendant, qu'aucun opium préparé ne soit envoyé à un pays qui désire en restreindre l'entrée, à moins que l'exportateur ne se conforme aux règlements du pays importateur;

d) A prendre des mesures pour que chaque colis exporté, contenant de l'opium préparé, porte une marque spéciale indiquant la nature de son contenu.

e) A ne permettre l'exportation de l'opium préparé que par des personnes autorisées.

La Convention s'occupe ensuite de l'opium médicinal, de la morphine et de la cocaïne. Les Puissances contractantes s'engagent à édicter des lois ou des règlements sur les pharmacies, de façon à limiter la fabrication, la vente et l'emploi de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, aux seuls usages médicaux et légitimes. Un contrôle de la fabrication, de l'importation, de la vente, de la distribution et de l'exportation de ces produits devra être organisé.

A cet effet, les Puissances s'efforceront d'adopter ou de faire adopter les mesures suivantes :

a) Limiter aux seuls établissements et locaux qui auront été autorisés à cet effet, la fabrication de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, ou tenir à jour la liste des établissements et locaux où ces drogues sont fabriquées ;

b) Exiger que tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent et exportent la morphine, la cocaïne et leurs sels respectifs soient munis d'une autorisation ou d'un permis pour se livrer à ces opérations ou en fassent une déclaration officielle aux autorités compétentes ;

c) Exiger de ces personnes la consignation sur leurs livres des quantités fabriquées, des importations, ventes ou cessions et exportations effectuées.

Les Etats contractants s'engagent en outre à prohiber dans le commerce

intérieur, la cession de ces produits aux personnes non autorisées. Les lois et règlements concernant la fabrication, l'importation, la vente ou l'exportation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs seront appliqués :

- a) A l'opium médicinal ;
- b) A toutes les préparations (officinales ou non officinales, y compris les remèdes dits anti-opium) contenant plus de 0.2 p. c. de morphine ou plus de 0,4 p. c. de cocaïne ;
- c) A l'héroïne, à ses sels et préparations contenant plus de 0.1 p. c. d'héroïne ;
- d) A tout nouveau dérivé de la morphine, de la cocaïne ou de leurs sels respectifs, ou à tout autre alcaloïde de l'opium qui, à la suite de recherches scientifiques, auraient été reconnus comme pouvant donner lieu à des abus analogues et comme présentant les mêmes effets nuisibles.

La Convention contient encore des dispositions ayant pour objet : d'empêcher l'entrée en contrebande sur le territoire chinois et les colonies d'Extrême-Orient, de l'opium brut et préparé, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs ; de réglementer la vente et la distribution des produits en question en Chine ; de restreindre et contrôler dans ce pays l'habitude de fumer l'opium ; de supprimer graduellement les fumeries d'opium ainsi que les boutiques destinées à la vente de ce produit.

La Convention envisage également la possibilité de faire édicter par les Puissances contractantes des lois et des règlements rendant passible de peines la possession illégale de l'opium brut ou préparé, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs.

Elle prévoit la communication aux Puissances contractantes des textes et règlements administratifs concernant les matières qui y sont visées, ou édictées en vertu de ses clauses, ainsi que de renseignements statistiques relatifs aux produits qui tombent sous le coup des dispositions contractuelles admises par la Conférence.

Aux termes de l'article 24, la Convention entrera en vigueur trois mois après que le Gouvernement des Pays-Bas aura notifié à toutes les Puissances signataires la date à laquelle il aura reçu le dernier des actes de ratification.

Quant aux lois, règlements et autres mesures à édicter, le cas échéant, en vertu de la Convention, il a été convenu que les projets en seront rédigés endéans les six mois après l'entrée en vigueur de la Convention. Les projets de loi seront présentés par les Gouvernements à leurs Parlements respectifs dans ce même délai de six mois, ou, en tous cas, à la première session qui suivra l'expiration de ce délai.

La dénonciation de la Convention par une des Puissances contractantes doit être notifiée par écrit au Gouvernement des Pays-Bas, qui en avisera les autres Puissances. La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance dont elle émane et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement néerlandais.

La Convention portait, en son article 23, que dans le cas où la signature de toutes les Puissances invitées n'aurait pas été obtenue à la date du 31 décembre 1912, le Gouvernement des Pays-Bas inviterait immédiatement les Puissances signataires à cette date, à désigner des délégués pour procéder, à La Haye, à l'examen de la possibilité de déposer néanmoins leurs ratifications. Cette éventualité s'étant produite, le Gouvernement néerlandais a convoqué une Conférence qui s'est réunie du 1^{er} au 9 juillet 1913, pour délibérer sur la décision à prendre. La Conférence a décidé que le dépôt des ratifications pouvait avoir lieu dès maintenant.

Le nombre des pays dont le concours est acquis a paru suffisamment important pour justifier cette décision.

La Conférence de 1913 a d'ailleurs émis le vœu de voir convoquer une troisième Conférence pour statuer définitivement sur la mise en vigueur de la Convention, si, à la date du 31 décembre prochain, la signature de tous les Etats invités n'a pas été obtenue.

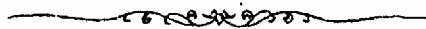
Nous avons l'honneur, Messieurs, de soumettre à vos délibérations un projet de loi portant approbation de la Convention dont il s'agit, persuadés qu'il ne manquera pas de rencontrer auprès de vous un accueil favorable.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'Intérieur,

PAUL BERRYER.



PROJET DE LOI

approuvant la Convention internationale de l'opium, conclue à la Haye le 23 janvier 1912.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères et de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention internationale de l'opium, conclue à La Haye le 23 janvier 1912, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 1913.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre des Affaires
Étrangères,*

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'Intérieur,

PAUL BERRYER.

ONTWERP VAN WET

tot goedkeuring der internationale Opium-Overeenkomst, op 23 Januari 1912 te 's-Gravenhage gesloten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op de voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken en van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken in belast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De internationale Opium-Overeenkomst, te 's-Gravenhage op 23ⁿ Januari 1912 gesloten, zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 14ⁿ October 1913.

Van 's Konings wege :

*De Minister van Buitenlandsche
Zaken,*

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

CONVENTION INTERNATIONALE DE L'OPIMUM

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, AU NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE CHINE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM,

désirant marquer un pas de plus dans la voie ouverte par la Commission internationale de Shanghai de 1909 ;

résolus à poursuivre la suppression progressive de l'abus de l'opium, de la morphine, de la cocaïne ainsi que des drogues préparées ou dérivées de ces substance donnant lieu, ou pouvant donner lieu, à des abus analogues ;

considérant la nécessité et le profit mutuel d'une entente internationale sur ce point ;

convaincus qu'ils rencontreront dans cet effort humanitaire l'adhésion unanime de tous les Etats intéressés,

ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE :

Son Excellence M. FÉLIX DE MÜLLER, Son conseiller intime actuel, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye ;

M. DELBRUCK, Son Conseiller supérieur intime de Régence ;

M. le Dr. GRUNENWALD, Son Conseiller actuel de légation ;

M. le Dr. KERP, Son Conseiller intime de Régence, Directeur à l'Office Impérial de santé ;

M. le Dr. RÖSSLER, Consul Impérial à Canton.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. l'Evêque CHARLES H. BRENT ;

M. HAMILTON WRIGHT ;

M. H. J. FINGER.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE CHINE :

Son Excellence M. LIANG CH'ENG, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Berlin.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. HENRI BRENIER, Inspecteur-conseil des service agricoles et commerciaux de l'Indo-Chine ;

M. PIERRE GUESDE, Administrateur des services civils de l'Indo-Chine.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

The Right-Honourable Sir CECIL CLEMENTI SMITH, G. C. M. G., Membre du conseil privé ;

Sir WILLIAM STEVENSON MEYER, K. C. I. E., Secrétaire en chef du Gouvernement de Madras ;

M. WILLIAM GRENFELL MAX-MULLER, C. B., M. V. O., Son Conseiller d'ambassade ;

Sir WILLIAM JOB COLLINS, M. D., Deputy-lieutenant du Comté de Londres.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence M. le Comte J. SALLIER DE LA TOUR, Duc de Calvello, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Son Excellence M. AIMARO SATO, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye ;

M. le Dr. TOMOE TAKAGI, Ingénieur du Gouvernement-général de Formose ;

M. le Dr. KOTARO NISHIZAKI, spécialiste technique, attaché au laboratoire des services hygiéniques.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. J. T. CREMER, Son ancien Ministre des Colonies, Président de la Compagnie néerlandaise de Commerce ;

M. C. TH. VAN DEVENTER, Membre de la Première Chambre des Etats Généraux ;

M. A. A. DE JONGH, ancien Inspecteur-Général, Chef du service de la régie de l'opium aux Indes néerlandaises ;

M. J. G. SCHEURER, Membre de la Seconde Chambre des Etats Généraux ;

M. W. G. VAN WETTUM, Inspecteur de la régie de l'opium aux Indes néerlandaises.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

MIRZA MAHMOUD KHAN, Secrétaire de la Légation de Perse à La Haye.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Son Excellence M. ANTONIO MARIA BARTHOLOMEU FERREIRA, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES :

Son Excellence M. ALEXANDRE SAVINSKY, Son Maître de Cérémonies, Son Conseiller d'Etat actuel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Stockholm.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Son Excellence PHYA AKHARAJ VARADHARA, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Londres, La Haye et Bruxelles;

M. WM. J. ARCHER, C. M. G., Son Conseiller de légation.

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I.

Opium brut.

Définition. Par opium brut on entend :

Le suc, coagulé spontanément, obtenu des capsules du pavot somnifère (*Papaver somniferum*), et n'ayant subi que les manipulations nécessaires à son emballage et à son transport.

ARTICLE PREMIER.

Les Puissances contractantes édicteront des lois ou des règlements efficaces pour le contrôle de la production et de la distribution de l'opium brut, à moins que des lois ou des règlements existants n'aient déjà réglé la matière.

ART. 2.

Les Puissances contractantes limiteront, en tenant compte des différences de leurs conditions commerciales, le nombre des villes, ports ou autres localités par lesquels l'exportation ou l'importation de l'opium brut sera permise.

ART. 3.

Les Puissances contractantes prendront des mesures :

a) Pour empêcher l'exportation de l'opium brut vers les pays qui en auront prohibé l'entrée, et

b) Pour contrôler l'exportation de l'opium brut vers les pays qui en limitent l'importation,
à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière.

ART. 4.

Les Puissances contractantes édicteront des règlements prévoyant que chaque colis contenant de l'opium brut destiné à l'exportation sera marqué de manière à indiquer son contenu pourvu que l'envoi excède 5 kilogrammes.

ART. 5.

Les Puissances contractantes ne permettront l'importation et l'exportation de l'opium brut que par des personnes dûment autorisées.

CHAPITRE II.

Opium préparé.

Définition. Par opium préparé on entend :

Le produit de l'opium brut, obtenu par une série d'opérations spéciales, et en particulier par la dissolution, l'ébullition, le grillage et la fermentation, et ayant pour but de le transformer en extrait propre à la consommation.

L'opium préparé comprend le dross et tous autres résidus de l'opium fumé.

ART. 6.

Les Puissances contractantes prendront des mesures pour la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, dans la limite des conditions différentes propres à chaque pays, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière.

ART. 7.

Les Puissances contractantes prohiberont l'importation et l'exportation de l'opium préparé; toutefois, celles qui ne sont pas encore prêtes à prohiber immédiatement l'exportation de l'opium préparé, la prohiberont aussitôt que possible.

ART. 8.

Les Puissances contractantes qui ne sont pas encore prêtes à prohiber immédiatement l'exportation de l'opium préparé :

a. restreindront le nombre des villes, ports ou autres localités par lesquels l'opium préparé pourra être exporté ;

b. prohiberont l'exportation de l'opium préparé vers les pays qui en interdisent actuellement, ou pourront en interdire plus tard l'importation ;

c. défendront, en attendant, qu'aucun opium préparé soit envoyé à un pays qui désire en restreindre l'entrée, à moins que l'exportateur ne se conforme aux règlements du pays importateur ;

d. prendront des mesures pour que chaque colis exporté, contenant de l'opium préparé, porte une marque spéciale indiquant la nature de son contenu ;

e. ne permettront l'exportation de l'opium préparé que par des personnes spécialement autorisées.

CHAPITRE III.

Opium médicinal, morphine, cocaïne, etc.

Définitions. Par opium médicinal on entend :

l'opium brut qui a été chauffé à 60° centigrades et ne contient pas moins de 40 pour cent de morphine, qu'il soit ou non en poudre ou granulé, ou mélangé avec des matières neutres.

Par morphine on entend :

le principal alcaloïde de l'opium, ayant la formule chimique $C_{17} H_{19} N O_3$.

Par cocaïne on entend :

le principal alcaloïde des feuilles de l'Erythroxylon Coca, ayant la formule $C_{17} H_{21} N O_4$.

Par héroïne on entend :

la diacetyl-morphine, ayant la formule $C_{21} H_{23} N O_5$.

ART. 9.

Les Puissances contractantes édicteront des lois ou des règlements sur la pharmacie de façon à limiter la fabrication, la vente et l'emploi de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs aux seuls usages médicaux et légitimes, à moins que des lois ou des règlements existants n'aient déjà réglé la matière. Elles coopéreront entre elles afin d'empêcher l'usage de ces drogues pour tout autre objet.

ART. 10.

Les Puissances contractantes s'efforceront de contrôler, ou de faire contrôler tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent et exportent la morphine, la cocaïne et leurs sels respectifs, ainsi que les bâtiments où ces personnes exercent cette industrie ou ce commerce.

A cet effet, les Puissances contractantes s'efforceront d'adopter, ou de faire adopter, les mesures suivantes, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière :

a. limiter aux seuls établissements et locaux qui auront été autorisés à cet effet la fabrication de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, ou se renseigner sur les établissements et locaux où ces drogues sont fabriquées et en tenir un registre.

b. exiger que tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent et

exportent la morphine, la cocaïne et leurs sels respectifs soient munis d'une autorisation ou d'un permis pour se livrer à ces opérations, ou en fassent une déclaration officielle aux autorités compétentes.

c. exiger de ces personnes la consignation sur leurs livres des quantités fabriquées, des importations, des ventes, de toute autre cession et des exportations de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs. Cette règle ne s'appliquera pas forcément aux prescriptions médicales et aux ventes faites par des pharmaciens dûment autorisés.

ART. 11.

Les Puissances contractantes prendront des mesures pour prohiber dans leur commerce intérieur toute cession de morphine, de cocaïne et de leurs sels respectifs à toutes personnes non autorisées, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière.

ART. 12.

Les Puissances contractantes, en tenant compte des différences de leurs conditions, s'efforceront de restreindre aux personnes autorisées l'importation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs.

ART. 13.

Les Puissances contractantes s'efforceront d'adopter, ou de faire adopter des mesures pour que l'exportation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs de leurs pays, possessions, colonies et territoires à bail vers les pays, possessions, colonies et territoires à bail des autres Puissances contractantes n'ait lieu qu'à la destination de personnes ayant reçu les autorisations ou permis prévus par les lois ou règlements du pays importateur.

A cet effet, tout Gouvernement pourra communiquer, de temps en temps, aux Gouvernements des pays exportateurs des listes des personnes auxquelles des autorisations ou permis d'importation de morphine, de cocaïne et de leurs sels respectifs auront été accordés.

ART. 14.

Les Puissances contractantes appliqueront les lois et règlements de fabrication, d'importation, de vente ou d'exportation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs :

- a) à l'opium médicinal ;
- b) à toutes les préparations, (officinales et non-officinales, y compris les remèdes dits anti-opium), contenant plus de 0,2 % de morphine ou plus de 0,1 % de cocaïne ;
- c) à l'héroïne, ses sels et préparations contenant plus de 0,1 % d'héroïne ;
- d) à tout nouveau dérivé de la morphine, de la cocaïne ou de leurs sels

respectifs, ou à tout autre alcaloïde de l'opium, qui pourrait à la suite de recherches scientifiques, généralement reconnues, donner lieu à des abus analogues et avoir pour résultat les mêmes effets nuisibles.

CHAPITRE IV.

ART. 15.

Les Puissances contractantes ayant des traités avec la Chine (Treaty Powers) prendront, de concert avec le Gouvernement chinois, les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée en contrebande, tant sur le territoire chinois que dans leurs colonies d'Extrême Orient et sur les territoires à bail qu'ils occupent en Chine, de l'opium brut et préparé, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, ainsi que des substances visées à l'article 14 de la présente Convention. De son côté le Gouvernement chinois prendra des mesures analogues pour la suppression de la contrebande de l'opium et des autres substances visées ci-dessus, de la Chine vers les colonies étrangères et les territoires à bail.

ART. 16.

Le Gouvernement chinois promulguera des lois pharmaceutiques pour ses sujets, réglementant la vente et la distribution de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs et des substances visées à l'article 14 de la présente Convention, et communiquera ces lois aux Gouvernements ayant des traités avec la Chine, par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques à Pékin. Les Puissances contractantes ayant des traités avec la Chine examineront ces lois, et, si elles les trouvent acceptables, prendront les mesures nécessaires pour qu'elles soient appliquées à leurs nationaux résidant en Chine.

ART. 17.

Les Puissances contractantes ayant des traités avec la Chine entreprendront d'adopter les mesures nécessaires pour restreindre et pour contrôler l'habitude de fumer l'opium dans leurs territoires à bail, « settlements » et concessions en Chine, de supprimer *pari passu* avec le Gouvernement chinois les fumeries d'opium ou établissements semblables qui pourront y exister encore, et de prohiber l'usage de l'opium dans les maisons d'amusement et les maisons publiques.

ART. 18.

Les Puissances contractantes ayant des traités avec la Chine prendront des mesures effectives pour la réduction graduelle, *pari passu* avec les mesures effectives que le Gouvernement chinois prendra dans ce même but, du nombre des boutiques, destinées à la vente de l'opium brut et préparé, qui

pourront encore exister dans leurs territoires à bail, « settlements » et concessions en Chine. Elles adopteront des mesures efficaces pour la restriction et le contrôle du commerce de détail de l'opium dans les territoires à bail, « settlements » et concessions, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière.

ART. 19.

Les Puissances contractantes qui possèdent des bureaux de poste en Chine adopteront des mesures efficaces pour interdire l'importation illégale en Chine, sous forme de colis postal, tout aussi bien que la transmission illégale d'une localité de la Chine à une autre localité par l'intermédiaire de ces bureaux, de l'opium, soit brut, soit préparé, de la morphine et de la cocaïne et de leurs sels respectifs et des autres substances visées à l'article 14 de la présente Convention.

CHAPITRE V.

ART. 20.

Les Puissances contractantes examineront la possibilité d'édicter des lois ou des règlements rendant passible de peines la possession illégale de l'opium brut, de l'opium préparé, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, à moins que des lois ou des règlements existants n'aient déjà réglé la matière.

ART. 21.

Les Puissances contractantes se communiqueront, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas :

a. les textes des lois et des règlements administratifs existants concernant les matières visées par la présente Convention, ou édictés en vertu de ses clauses ;

b. des renseignements statistiques en ce qui concerne le commerce de l'opium brut, de l'opium préparé, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, ainsi que des autres drogues, ou leurs sels, ou préparations, visés par la présente Convention.

Ces statistiques seront fournies avec autant de détails et dans un délai aussi bref que l'on considérera comme possibles.

CHAPITRE VI.

Dispositions finales.

ART. 22.

Les Puissances non représentées à la Conférence seront admises à signer la présente Convention.

Dans ce but, le Gouvernement des Pays-Bas invitera, immédiatement

après la signature de la Convention par les Plénipotentiaires des Puissances qui ont pris part à la Conférence, toutes les Puissances de l'Europe et de l'Amérique non représentées à la Conférence, à savoir :

La République Argentine; l'Autriche-Hongrie; la Belgique; la Bolivie; le Brésil; la Bulgarie; le Chili; la Colombie; le Costa-Rica; la République de Cuba; le Danemark; la République Dominicaine; la République de l'Equateur; l'Espagne; la Grèce; le Guatemala; la République d'Haïti; le Honduras; le Luxembourg; le Mexique; le Monténégro; le Nicaragua; la Norvège; le Panama; le Paraguay; le Pérou; la Roumanie; le Salvador; la Serbie; la Suède; la Suisse; la Turquie; l'Uruguay; les Etats-Unis du Vénézuéla, à désigner un Délégué muni des pleins pouvoirs nécessaires pour signer à La Haye la Convention.

La Convention sera munie de ces signatures au moyen d'un « Protocole de signature de Puissances non représentées à la Conférence », à ajouter après les signatures des Puissances représentées et mentionnant la date de chaque signature.

Le Gouvernement des Pays-Bas donnera tous les mois à toutes les Puissances signataires avis de chaque signature supplémentaire.

ART. 23.

Après que toutes les Puissances, tant pour elles-mêmes que pour leurs possessions, colonies, protectorats et territoires à bail, auront signé la Convention ou le Protocole supplémentaire visé ci-dessus, le Gouvernement des Pays-Bas invitera toutes les Puissances à ratifier la Convention avec ce Protocole.

Dans le cas où la signature de toutes les Puissances invitées n'aurait pas été obtenue à la date du 31 décembre 1912, le Gouvernement des Pays-Bas invitera immédiatement les Puissances signataires à cette date, à désigner des Délégués pour procéder, à La Haye, à l'examen de la possibilité de déposer néanmoins leurs ratifications.

La ratification sera faite dans un délai aussi court que possible et déposée à La Haye au Ministère des Affaires Etrangères.

Le Gouvernement des Pays-Bas donnera tous les mois avis aux Puissances signataires des ratifications qu'il aura reçues dans l'intervalle.

Aussitôt que les ratifications de toutes les Puissances signataires, tant pour elles-mêmes que pour leurs colonies, possessions, protectorats et territoires à bail, auront été reçues par le Gouvernement des Pays-Bas, celui-ci notifiera à toutes les Puissances qui auront ratifié la Convention la date à laquelle il aura reçu le dernier de ces actes de ratification.

ART. 24.

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date mentionnée dans la notification du Gouvernement des Pays-Bas, visée au dernier alinéa de l'article précédent.

A l'égard des lois, règlements et autres mesures, prévus par la présente

Convention, il est convenu que les projets requis à cet effet seront rédigés au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la Convention. En ce qui concerne les lois, elles seront aussi proposées par les Gouvernements à leurs Parlements ou Corps Législatifs dans ce même délai de six mois, et en tout cas, à la première session qui suivra l'expiration de ce délai.

La date à partir de laquelle ces lois, règlements ou mesures entreront en vigueur fera l'objet d'un accord entre les Puissances contractantes sur la proposition du Gouvernement des Pays-Bas.

Dans le cas où des questions surgiraient relatives à la ratification de la présente Convention, ou à la mise en vigueur, soit de la Convention, soit des lois, règlements et mesures qu'elle comporte, le Gouvernement des Pays-Bas, si ces questions ne peuvent pas être résolues par d'autres moyens, invitera toutes les Puissances contractantes à désigner des Délégués qui se réuniront à La Haye pour arriver à un accord immédiat sur ces questions.

ART. 25.

S'il arrivait qu'une des Puissances contractantes voulût dénoncer la présente Convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement des Pays-Bas qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à toutes les autres Puissances, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement des Pays-Bas.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont revêtu la présente Convention de leurs signatures.

Fait à La Haye, le 23 janvier mil neuf cent douze, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique à toutes les Puissances représentées à la Conférence.

Pour l'Allemagne . . . { F. DE MÜLLER.
DELBRÜCK.
GRUNENWALD.

Pour les États-Unis d'Amérique . { CHARLES H. BRENT.
HAMILTON WRIGHT.
HENRY J. FINGER.

Pour la Chine . . . LIANG CHENG.

Pour la France . . . H. BRENIER.

{ Sous réserve d'une ratification
ou d'une dénonciation éventuel
ment séparée et spéciale en ce
qui concerne les Protectorats
français.

Pour la Grande-Bretagne. { W. S. MEYER.
W. G. MAX-MÜLLER.
WILLIAM JOB COLLINS.

Sous réserve de la déclaration suivante :

Les articles de la présente Convention, si elle est ratifiée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, s'appliqueront à l'Empire des Indes Britanniques, à Ceylan, aux Etablissements des Détroits, à Hong Kong et à Wei-hai-wei, sous tous les rapports, de la même façon qu'ils s'appliqueront au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande; mais le Gouvernement de Sa Majesté Britannique se réserve le droit de signer ou de dénoncer séparément ladite Convention au nom de tout Dominion, Colonie, Dépendance ou Protectorat de Sa Majesté autre que ceux qui ont été spécifiés.

Pour l'Italie G. DE LA TOUR CALVELLO.

Pour le Japon { AIMARO SATO.
TOMOE TAKAGI.
KOTARO NISHIZAKI.

Pour les Pays-Bas . . . { J. T. CREMER.
C. TH. VAN DEVENTER.
A. A. DE JONGH.
J. G. SCHEURER.

Pour la Perse MIRZA MAHMOUD KHAN.

{ Sous réserve des articles 15, 16, 17, 18 et 19 (la Perse n'ayant pas de traité avec la Chine) et du paragraphe a de l'article 3.

Pour le Portugal . . . ANTONIO MARIA BARTHOLOMEU FERREIRA.

Pour la Russie A. SAVINSKY.

Pour le Siam. { AKHARAJ VARADHARA.
WM. J. ARCHER.

{ Sous réserve des articles 15, 16, 17, 18 et 19, le Siam n'ayant pas de traité avec la Chine.



(18)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 NOVEMBER 1913.

Ontwerp van wet tot goedkeuring der internationale Opium-Overeenkomst,
op 23 Januari 1912 te 's-Gravenhage gesloten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Den 1^{sten} December 1911 vergaderde te 's-Gravenhage eene internationale Conferentie met het oog op het treffen van afdoende maatregelen tot geleidelijke uitroeiing van alle misbruik van opium, morphine, cocaïne, alsmede van de uit die zelfstandigheden bereide of afgeleide artsijen.

Op 23 Januari 1912 hebben de werkzaamheden der Conferentie van 's-Gravenhage geleid tot de onderteekening van eene Overeenkomst door al de daarop vertegenwoordigde Mogendheden, te weten : De Vereenigde Staten van Amerika, China, Duitschland, Frankrijk, Groot-Britannië, Italië, Japan, de Nederlanden, Perzië, Portugal, Rusland en Siam.

In den loop van de beraadslagingen der Conferentie werd er op gewezen dat het door haar beoogde doel niet zou worden bereikt, zoo de overige, zelfs in opiumkwestie niet rechtstreeks betrokken Staten hunne medewerking niet verleenden. Ook heeft de Conferentie aan de Nederlandsche Regeering de zorg opgedragen, onmiddellijk na het sluiten van de Overeenkomst, al de ter Conferentie niet vertegenwoordigde Staten uit te noodigen insgelijks de uit hare beraadslagingen gesproten akte te willen onderteekenen. Hierover handelt artikel 22 der Overeenkomst.

In uitvoering der Hem opgedragen taak, heeft het Kabinet van 's-Gravenhage den tekst der pas getroffen Overeenkomst aan de daaraan niet deelgenomen hebbende Staten onderworpen, met verzoek eenen gevolmachtigde aan te stellen ten einde over te gaan tot het onderteekenen van het toegevoegd Protocol, dat in het Nederlandsche Ministerie van Buitenlandsche Zaken werd opengesteld. De Belgische Regeering gaf aan die uitnoodiging een spoedig gevolg, en 's Konings Minister te 's-Gravenhage onderteekende, overeenkomstig ontvangen onderrichtingen, namens België, het Protocol den 18^{en} Juni 1912.

Bij het onderteekenen had eene der Mogendheden, welke in Afrika koloniën bezit, voorbehoud gemaakt over de toetreding van die harer bezittingen,

welke niet in de onmiddellijke nabijheid van China gelegen zijn, noch met dit land, wat opium betreft, vaste handelsbetrekkingen onderhouden. 's Konings Regeering heeft het wenschelijk geoordeeld de toetreding van Belgisch-Congo-insgelijks voor te behouden.

Het toegevoegd onderteekingsprotocol werd, benevens door België, nog door de hierna opgesomde Staten onderteekend :

De Argentijnsche Republiek, Bolivia, Brazilië, Chili, Columbia, Costa-Rica, de Republiek Cuba, Denemarken (IJsland en de Deensche Antilles inbegrepen), de Dominikaansche Republiek, de Republiek Ecuador, Guatemala, de Republiek Haïti, de Republiek Honduras, het Groothertogdom Luxemburg, Mexico, Nicaragua, de Republiek Panama, Paraguay, Peru, de Republiek Salvador, Spanje, Venezuela.

Sedert de onderteekening der Overeenkomst is ook de Regeering van Zijne Britsche Majesteit tot dezelve toegetreden voor de volgende Dominions, Koloniën, Afhankelijkheden en Protectoraten :

Commonwealth van Australië, Brūnēi, Canada, Cyprus, Falklands-eilanden, Fidsji-eilanden, Gambia, Gibraltar, Protectoraat Gilbert- en Ellice-eilanden, Goudkust, Jamaïca, Johore, Kedah, Kelantan, Maleische Protectoraten, Malta, Newfoundland, Nieuw-Zeeland, Noord-Borneo, Noord-Nigerië, Nyasaland, Protectoraat Oost-Afrika, Perlis, Sinte-Helena, Protectoraat Salomon-eilanden, Sarawak, Seychellen, Sierra-Leone, Somaliland, Trengganu, Trinidad, Uganda en Zuid-Nigerië.

* * *

Het ware overbodig, Mijne Heeren, er op te wijzen welke hoogst menschevriende strekking besloten ligt in het werk des Mogendheden die de Overeenkomst van 23 Januari 1912 onderteekenden. Behooren weliswaar opium en dezer alcaloïden tot de grondstoffen van het apothekersboek bij alle volkeren en staan zij bekend als uitstekende geneesmiddelen, tevens zijn het ook uiterst werkzame vergiften, waarvan de inneming 't zij eene snel-, 't zij eene traagwerkende vergiftiging kan veroorzaken.

Voorzeker, niet in ons land huizen opiumeters en amfioenschuivers, maar niettemin ontmoet men hier gevallen van traagwerkende vergiftiging, welke dienen toegeschreven aan andere oorzaken, die de Overeenkomst eveneens wil bestrijden, zoo bijvoorbeeld de morphinomanie. Deze vergiftiging geeft zich vooral te kennen door verval, krachteloosheid en verstomping. Zij die er zich toe begeven, verliezen wilskracht en levensmoed, en bij hun onvermijdelijke, toenemende ontaarding slaat dikwijls een aanval van dollen waanzin of stuiptrekking, die den dood door bloedaandrang of bloeduitvating in de hersenen of door hartvang met zich sleept.

Krachtens de internationale Akte, op 23 Januari 1912 te 's-Gravenhage onderteekend, gaan de verdragsluitende Mogendheden de verbintenissen aan, doelmatige wetten of verordeningen uit te vaardigen tot regeling van toezicht over voortbrenging en verspreiding van *ruw opium*, tenzij door bestaande wetten of verordeningen daarin reeds is voorzien, en daarenboven en invoer en den uitvoer van *ruw opium* te regelen door het getal steden,

havens of andere plaatsen te beperken langs waar invoer of uitvoer zullen geoorloofd zijn.

De handelende partijen zullen maatregelen treffen :

- a) Om den invoer van ruw opium te verhinderen naar landen die den invoer daarvan verbieden;
- b) Om toezicht te houden over den uitvoer van ruw opium naar landen die den invoer daarvan beperken. Zij zullen door verordeningen bepalen dat elk collo, welk voor den uitvoer bestemd opium bevat, een merk moet dragen dat deszelfs inhoud aanwijst, en zullen den invoer en den uitvoer van ruw opium slechts door daartoe behoorlijk gemachtigde personen veroorloven.

De Overeenkomst legt aan de verdragsluitende Mogendheden de verbintenis op, maatregelen te treffen tot geleidelijke en doelmatige afschaffing van de vervaardiging en het gebruik van *toebereid opium*, alsmede van den inlandschen handel in die stof.

Invoer en uitvoer van *toebereid opium* zullen verboden worden. De Mogendheden echter die vooralsnu er nog niet toe gereed zijn den uitvoer van bedoeld product te verbieden, verbinden zich :

- a) Het getal steden, havens of andere plaatsen langs waar *toebereid opium* mag uitgevoerd worden, te beperken;
- b) Den uitvoer van bedoeld product te verbieden naar landen die den invoer daarvan thans of later zouden verbieden;
- c) In afwachting, te verbieden dat eenig *toebereid opium* gestuurd wordt naar een land, dat den invoer daarvan wenscht te verminderen, tenzij de uitvoerder zich gedraagt naar de verordeningen van het land van invoer;
- d) Maatregelen te nemen derwijze dat elk uitgevoerd collo, dat *toebereid opium* bevat, een bijzonder merk draagt, hetwelk den aard van deszelfs inhoud aanwijst;
- e) Den uitvoer van *toebereid opium* slechts door gemachtigde personen te veroorloven.

Verder handelt de Overeenkomst over medicinaal opium, morphine en cocaïne. De verdragsluitende Mogendheden gaan de verbintenis aan, pharmacentische wetten of verordeningen uit te vaardigen ten einde vervaardiging, verkoop en gebruik van morphine, cocaïne en van elkbeider zouten uitsluitend tot geneeskundig en wettig gebruik te beperken. Over vervaardiging, invoer, verkoop, verspreiding en uitvoer dier producten zal toezicht dienen ingericht.

Te dien einde zullen de Mogendheden betrachten de volgende maatregelen aan te nemen of te doen aannemen :

- a) De vervaardiging van morphine, van cocaïne of van elkbeider zouten uitsluitend tot daartoe gemachtigde inrichtingen en lokalen beperken of eene lijst bijhouden van de inrichtingen of lokalen waar bedoelde artsenijen worden vervaardigd;
- b) Van al degenen die morphine, cocaïne of elkbeider zouten vervaardigen, invoeren, verkoopen, verspreiden en uitvoeren, eischen dat zij voorzien zijn van eene machtiging of een oorlof om die handelingen te verrichten of

dat zij dienaangaande eene ambtelijke aangifte doen aan de bevoegde overheden ;

c) Van die personen vergen dat zij in hunne boeken aanteekening houden van de vervaardigde hoeveelheden, van de verrichte verhandelingen van invoer, verkoop of afstand en uitvoer.

De verdragsluitende Staten verbinden zich daarenboven in de inland-schen handel den afstand dier producten aan niet daartoe gemachtigde personen te verbieden. De wetten en verordeningen op de vervaardiging, den invoer, den verkoop of den uitvoer van morphine, cocaïne of elkbeider zo utenzullen van toepassing zijn :

a) Op het medicinaal opium ;

b) Op alle preparaten (officinale en niet-officinale, de genesmiddelen gezegd anti-opium inbegrepen) welke meer dan 0.2 t. h. morphine of meer dan 0.1 t. h. cocaïne bevatten ;

c) Op de heroïne en op hare zouten en preparaten welke meer dan 0.1 t. h. heroïne bevatten ;

d) Op elk nieuw derivaat van de morphine, de cocaïne of elkbeider zouten, en op elk ander alcaloïde van het opium, hetwelk volgens wetenschappelijke bevindingen tot soortgelijke misbruiken aanleiding zou kunnen geven en dezelfde nadeelige uitwerkselen zou kunnen veroorzaken.

Verder behelst de Overeenkomst meerdere bepalingen diestrooken om den smokkelinvoer van ruw en toebereid opium, cocaïne en elkbeider zouten op Chineesch grondgebied en in de koloniën in het Verre-Oosten te verhinderen ; den verkoop en de verspreiding dier zelfde producten in China te regelen ; in dit land de gewoonte van het opiumrooken te verminderen en aan toezicht te onderwerpen ; de opiumkitten en de winkels voor verkoop van die stof geleidelijk af te schaffen.

De Overeenkomst onderzoekt de mogelijkheid van het uitvaardigen door de verdragsluitende Mogendheden van wetten en verordeningen waarbij het onwettig bezit van ruw of toebereid opium, cocaïne of elkbeider zouten strafbaar wordt gesteld.

Zij voorziet de mededeeling aan de verdragsluitende Mogendheden van de teksten der ambtelijke wetten en verordeningen rakende de daarin besproken onderwerpen of naar aanleiding harer bepalingen uitgevaardigd, evenals van de statistische inlichtingen betreffende de producten die onder het bereik van de door de Overeenkomst aangenomen verdragsbepalingen vallen.

Naar luid van artikel 24, wordt onderhavige Overeenkomst van kracht drie maanden nadat de Nederlandsche Regeering aan al de ondertekend hebbende Mogendheden den datum waarop zij de laatste der akten van bekrachtiging ontving, zal hebben bekend gemaakt.

Ten opzichte van de bij deze Overeenkomst voorziene wetten, verordeningen en andere maatregelen is er overeengekomen, dat de daartoe benooidigde ontwerpen uiterlijk zes maanden na de van krachtwording van de Overeenkomst zouden opgemaakt worden. De wetsontwerpen zullen, binnen denzelfden termijn van zes maanden door de Regeeringen aan hunne weder

zijdsche Parlementen worden voorgelegd, of uiterlijk tijdens den eerstvolgenden zitting na dien termijn.

De opzegging van de Overeenkomst door eene der verdragsluitende Mogendheden moet schriftelijk ter kennis gebracht worden van de Nederlandsche Regeering, die daarvan aan de overige Mogendheden kennis zal geven. De opzegging zal slechts kracht hebben ten opzichte van de Mogendheid die ze uitbracht, en wel een jaar nadat die kennisgeving bij de Nederlandsche Regeering ingekomen is.

*
* *

Naar luid van artikel 23 der Overeenkomst, zoo op 31 December 1912 de onderteekening van al de uitgenoodigde Mogendheden niet was verkregen, zou de Nederlandsche Regeering de Mogendheden die alsdan reeds de Overeenkomst zouden onderteekend hebben, onmiddellijk verzoeken gemachtigden aan te stellen om te 's-Gravenhage de mogelijkheid te onderzoeken om niettemin hunne akten van bekrachtiging neder te leggen. Daar dit geval zich heeft voorgedaan, zoo heeft de Nederlandse Regeering eene Conferentie bijeengeroepen, die vergaderde van 1ⁿ tot 9ⁿ Juli 1913, ten einde te beraadslagen over de te nemen beslissing. De Conferentie heeft beslist dat de nederlegging van de akte van bekrachtiging van nu af aan kon geschieden.

Het getal der toegetreden landen bleek voldoende om dergelijke beslissing te wettigen.

De Conferentie van 1913 heeft overigens den wensch uitgedrukt dat eene derde Conferentie bijeengeroepen worde om bepaald te beslissen over de van krachtwording der Overeenkomst, in geval op 31 December aanstaande de handteekening van al de uitgenoodigde Staten niet was verkregen.

Wij hebben de eer, Mijne Heeren, aan uwe beraadslagingen een wetsontwerp voor te leggen houdende goedkeuring van de besproken Overeenkomst, in de overtuiging dat het bij U niet anders dan gunstig kan onthaald worden.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

Paul BERRYER.

PROJET DE LOI

approuvant la Convention internationale de l'opium, conclue à la Haye le 23 janvier 1912.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères et de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention internationale de l'opium, conclue à La Haye le 23 janvier 1912, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 1913.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre des Affaires
Étrangères,*

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'Intérieur,

PAUL BERRYER.

ONTWERP VAN WET

tot goedkeuring der internationale Opium-Overeenkomst, op 23 Januari 1912 te 's-Gravenhage gesloten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden; Heil!

Op de voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken en van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken in belast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De internationale Opium-Overeenkomst, te 's-Gravenhage op 23^e Januari 1912 gesloten, zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 14^e October 1913.

Van 's Konings wege :

*De Minister van Buitenlandsche
Zaken,*

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

INTERNATIONALE OPIUM-OVEREENKOMST

ZIJNE MAJESTEIT DE DUITSCHE KEIZER, KONING VAN PRUISEN, IN NAAM VAN HET DUITSCHE RIJK ; DE PRESIDENT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA ; ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN CHINA ; DE PRESIDENT DER FRANSCH REPUBLIEK ; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK GROOT-BRITANNIË EN IERLAND EN DER OVERZEESCHE BRITSCH BEZITTINGEN, KEIZER VAN INDIË ; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË ; ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN JAPAN ; HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN ; ZIJNE KEIZERLIJKE MAJESTEIT DE SCHACH VAN PERZIË ; DE PRESIDENT DER PORTUGEESCHE REPUBLIEK ; ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER ALLER RUSSEN ; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SIAM,

wenshende een stap verder te zetten op den weg, geopend door de Internationale Commissie te Shanghai, in 1909 ;

besloten om te ijveren voor de geleidelijke uitroeiing van het misbruik van opium, morphine en cocaïne, alsmede van de uit die zelfstandigheden bereide of afgeleide artsenijen welke aanleiding geven, of kunnen geven tot soortgelijk misbruik ;

inziende de noodzakelijkheid en het wederzijdsch voordeel van eene internationale verstandhouding omtrent dit punt ;

overtuigd dat Zij, bij dit menschlievend streven, de eenparige toetreding van al de belanghebbende Staten zullen mogen ondervinden,

hebben beslist te dien einde eene overeenkomst te sluiten en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE DUITSCHE KEIZER, KONING VAN PRUISEN :

Zijne Excellentie den heer FELIX VON MÜLLER, Hoogstdeszelfs werkelijk Geheimraad, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's-Gravenhage ;

Den heer DELBRÜCK, Hoogstdeszelfs geheim Opperregeringsraad ;

Den heer Dr GRUNENWALD, Hoogstdeszelfs werkelijk Gezantschapsraad ;

Den heer Dr KERP, Hoogstdeszelfs Regeeringsgeheimraad, Bestuutder bij het Keizerlijke Gezondheidsambt ;

Den heer Dr RÖSSLER, Keizerlijk Consul te Canton.

DE PRESIDENT DER VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA :

Den heer bisschop Charles H. BRENT ;

Den heer HAMILTON WRIGHT ;

Den heer H.-J. FINGER.

ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN CHINA :

Zijne Excellentie den heer LIANG CH'ENG, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Berlijn.

DE PRESIDENT DER FRANSCHER REPUBLIEK :

Den heer HENRI BRENIER, Opziener-Raadsheer bij de landbouw- en handelsdiensten van Indo-China ;

Den heer PIERRE GUESDE, beheerder der burgerlijke diensten van Indo-China.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK GROOT-BRITANNIË EN IERLAND EN DE OVERZEESCHE BRITSCHER BEZITTINGEN, KEIZER VAN INDIË :

Den Zeer Achtbaren Sir CECIL CLEMENTI SMITH, G. C. M. G., Lid van den geheimen raad ;

Sir WILLIAM STEVENSON MEYER, K. C. I. E., Oppersecretaris van de Regeering te Madras ;

Den heer WILLIAM GRENFELL MAX-MÜLLER, C. B., M. V. O., Hoogstdeszelfs Ambassaderaad ;

Sir WILLIAM JOB COLLINS, M. D., Deputy-luitenant van het Graafschap Londen.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË :

Zijne Excellentie den heer graaf J. SALLIER DE LA TOUR, hertog van CALVELLO, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's-Gravenhage.

ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN JAPAN :

Zijne Excellentie den heer AIMARO SATO, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's-Gravenhage ;

Den heer D^r TOMOE TAKAGI, Ingenieur bij de Algemeene Regeering van Formosa ;

Den heer D^r KOTARO NISHIZAKI, technisch specialist, werkzaam bij het laboratorium der gezondheidsdiensten.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Den heer J.-T. CREMEN, Hoogstderzelve oud-minister van Koloniën, Voorzitter der Nederlandsche Handelsmaatschappij ;

Den heer C.-Th. VAN DEVENTER, Lid van de Eerste Kamer der Staten-Generaal;

Den heer A.-A. DE JONGH, gewezen Hoofdopziener, Hoofd van den dienst der opium-regie in Nederlandsch-Indië;

Den heer J.-G. SCHEURER, Lid van de Tweede Kamer der Staten-Generaal;

Den heer W.-G. VAN WETTUM, Opziener bij de opium-regie in Nederlandsch-Indië.

4 ZIJNE KEIZERLIJKE MAJESTEIT DE SCHACH VAN PERZIE :

MIRZA MAHMOUD KHAN, Secretaris van het Perzisch Gezantschap te 's-Gravenhage.

DE PRESIDENT DER PORTUGEESCHE REPUBLIEK :

Zijne Excellentie den heer ANTONIO MARIA BARTHOLOMEU FERREIRA, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's-Gravenhage.

ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER ALLER RUSSEN :

Zijne Excellentie den heer ALEXANDER SAVINSKY, Hoogstdezelfs Ceremoniemeester, Hoogstdezelfs werkelijk Staatsraad, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Stockholm.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SIAM :

Zijne Excellentie PHYA AKHARAJ VARADHARA, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Londen, 's-Gravenhage en Brussel;

Den heer WM.-J. ARCHER, C. M. G., Hoogstdezelfs Gezantschapsraad;

Dewelke, na hunne volmachten te hebben nedergelegd, die in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent het volgende zijn overeengekomen.

HOOFDSTUK I.

RUW OPIUM.

Bepaling. — Door ruw opium wordt verstaan :

Het vanzelf verdikte sap, opgevangen uit de zaadhuisjes van den slaapverwekkenden heul (Papaver somniferum) en dat enkel de noodige behandeling tot verpakking en vervoer heeft ondergaan.

ARTIKEL EÉN.

De verdragsluitende Mogendheden zullen door doelmatige wetten of verordeningen het toezicht op de voortbrenging en de verspreiding van ruw opium regelen, tenzij daarin reeds voorzien is door bestaande wetten of verordeningen.

ART. 2.

De verdragsluitende Mogendheden zullen, daarbij rekening houdende met het verschil tusschen hunne wederzijdsche handelstoestanden, het aantal

steden, havens en andere plaatsen beperken, langs waar de uitvoer of invoer van ruw opium geoorloofd zal zijn.

ART. 3.

De verdragsluitende Mogendheden zullen maatregelen nemen :

- a) Om den uitvoer van ruw opium te verhinderen naar landen, die den invoer daarvan zullen verboden hebben, en
 - b) Om toezicht te houden op den uitvoer van ruw opium naar landen, die den invoer daarvan beperken,
- tenzij daarin reeds voorzien is door bestaande maatregelen.

ART. 4.

De verdragsluitende Mogendheden zullen door verordeningen bepalen dat elk collo, welk voor den uitvoer bestemd ruw opium bevat, een merk moet dragen dat zijnen inhoud aanwijst, indien de zending 5 kilogram te boven gaat.

ART. 5.

De verdragsluitende Mogendheden zullen den invoer en den uitvoer van ruw opium slechts veroorloven door personen die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn.

HOOFDSTUK II.

TOEBEREID OPIUM.

Bepaling. — Door toebereid opium wordt verstaan :

het voortbrengsel dat verkregen wordt door het ruwe opium eene reeks bijzondere bewerkingen te laten ondergaan, — inzonderheid oplossing, koking, roosting en gisting —, welke voor doel hebben er een tot verbruik geschikt extract van te maken.

Toebereid opium omvat het *dross* en alle ander overschot van het gerookte opium.

ART. 6.

De verdragsluitende Mogendheden zullen maatregelen nemen tot geleidelijke en doeltreffende afschaffing van de vervaardiging en het gebruik van toebereid opium, alsmede van den inlandschen handel in dit artikel, een en ander binnen de palen, gesteld door de verschillende omstandigheden aan ieder land eigen, en in zoover daarin nog niet voorzien is door bestaande maatregelen.

ART. 7.

De verdragsluitende Mogendheden zullen den invoer en den uitvoer van toebereid opium verbieden; diegene, echter, welke nog niet gereed zijn om den uitvoer van toebereid opium onmiddellijk te verbieden, zullen zoo spoedig mogelijk tot dat verbod overgaan.

ART. 8.

De verdragsluitende Mogendheden welke nog niet gereed zijn om den uitvoer van toebereid opium onmiddellijk te verbieden, zullen :

- a) Het aantal steden, havens en andere plaatsen beperken, langs waar toebereid opium zal mogen uitgevoerd worden ;
- b) Den uitvoer verbieden van toebereid opium naar die landen, welke den invoer daarvan thans verbieden of later mochten verbieden ;
- c) In afwachting, verbieden dat eenig toebereid opium verzonden worde naar een land dat den invoer daarvan wenscht te beperken, tenzij de invoerder zich gedraagt naar de verordeningen van het land van invoer ;
- d) Maatregelen nemen opdat elk uitgevoerd collo, toebereid opium bevattend, een bijzonder merk drage, hetwelk den aard van zijnen inhoud aanwijst ;
- e) Den uitvoer van toebereid opium slechts veroorloven door personen die daartoe bijzonder gemachtigd zijn.

HOOFDSTUK III.

Medicinaal opium, morphine, cocaïne enz.

Bepalingen. — Door medicinaal opium wordt verstaan :

Ruw opium dat tot op 60 graden Celsius verwarmd is geworden en dat niet minder dan 10 t. h. morphine bevat, het weze al of niet in poeder, in korrels of vermengd met onzijdige stoffen.

Door morphine wordt verstaan :

Het bijzonderste alcaloïde van het opium, in de scheikunde bekend onder de formule $C_{17} H_{19} NO_3$.

Door cocaïne wordt verstaan :

Het bijzonderste alcaloïde van de bladeren van den *Erythroxylon Coca*, bekend onder de formule $C_{17} H_{21} NO_4$.

Door heroïne wordt verstaan :

De diacetyl-morphine, bekend onder de formule $C_{21} H_{27} NO_5$.

ART. 9.

De verdragsluitende Mogendheden zullen pharmaceutische wetten of verordeningen uitvaardigen ten einde de vervaardiging, den verkoop en de aanwending van morphine, cocaïne en hare wederzijdse zouten uitsluitend tot de geneeskundige en wettige doeleinden te beperken, tenzij daarin reeds voorzien is door bestaande wetten of verordeningen. Zij zullen onderling samenwerken om te verhinderen dat die artsenijen met eenig ander oogmerk worden aangewend.

ART. 10.

De verdragsluitende Mogendheden zullen zich beijveren om toezicht te houden of te doen houden op al degenen die morphine, cocaïne en hare

wederzijdsche zouten vervaardigen, invoeren, verkoopen, verspreiden of uitvoeren, alsmede op de gebouwen waarin die personen deze nijverheid uitoefenen of dezen handel drijven.

Te dien einde zullen de verdragsluitende Mogendheden zich beijveren om navermelde maatregelen aan te nemen of te doen aannemen, tenzij er reeds in voorzien is door bestaande maatregelen :

a) De vervaardiging van morphine, cocaïne en hare wederzijdsche zouten uitsluitend tot de daartoe gemachtigde inrichtingen en lokalen beperken, of wel zich op de hoogte stellen omtrent de inrichtingen en lokalen waar die artsijen worden vervaardigd, en daarvan een register houden.

b) Van al degenen die morphine, cocaïne en hare wederzijdsche zouten vervaardigen, invoeren, verkoopen, verspreiden of uitvoeren, eischen dat zij voorzien wezen van eene machtiging of van een oorlof om die handelingen te verrichten, of dat zij dienaangaande eene ambtelijke aangifte doen aan de bevoegde overheden.

c) Van die personen vergen dat zij in hunne boeken aanteekening houden van de vervaardigde hoeveelheden morphine, cocaïne en dezer wederzijdsche zouten, van de verrichte verhandelingen van invoer, verkoop of afstand en uitvoer. Deze regel zal niet noodzakelijk behoeven te worden toegepast op geneeskundige voorschriften of op den verkoop door behoorlijk gemachtigde apothekers.

ART. 11.

De verdragsluitende Mogendheden zullen maatregelen nemen om allen afstand van morphine, cocaïne en hare wederzijdsche zouten aan eenigen niet gemachtigten persoon te verbieden, tenzij daarin reeds voorzien is door bestaande maatregelen.

ART. 12.

De verdragsluitende Mogendheden zullen, daarbij rekening houdende met het verschil tusschen hare wederzijdsche omstandigheden, zich beijveren om den invoer van morphine, cocaïne en hare wederzijdsche zouten tot de daartoe gemachtigde personen te beperken.

ART. 13.

De verdragsluitende Mogendheden zullen zich beijveren om maatregelen aan te nemen of te doen aannemen, opdat uit hare landen, bezittingen, koloniën en pachtlanden naar de landen, bezittingen, koloniën en pachtlanden der overige verdragsluitende Mogendheden geene morphine, cocaïne of dezer wederzijdsche zouten worden uitgevoerd, dan indien de bestemmingen in het bezit zijn van de machtigingen of oorloven, bepaald bij de wetten of verordeningen van het land van invoer.

Te dien einde zal elke Regeering, van tijd tot tijd, aan de Regeeringen der landen van uitvoer lijsten kunnen mededeelen van de personen aan wie machtigingen of oorloven tot invoer van morphine, cocaïne en hare wederzijdsche zouten zullen verleend zijn.

ART. 14.

De verdragsluitende Mogendheden zullen de wetten en verordeningen betreffende de vervaardiging, den invoer, den verkoop of den uitvoer van morphine, cocaïne en hare wederzijdsche zouten toepassen :

- a) Op het medicinaal opium;
- b) Op alle bereidingen (officinale en niet-officinale, de geneesmiddelen gezegd anti-opium inbegrepen), welke meer dan 0.2 t. h. morphine of meer dan 0.1 t. h. cocaïne bevatten;
- c) Op de heroïne en op hare zouten en bereidingen welke meer dan 0.1 t. h. heroïne bevatten;
- d) Op elk nieuw derivaat van de morphine, de cocaïne of hare wederzijdsche zouten, en op elk ander alcaloïde van het opium, hetwelk, volgens algemeen erkende wetenschappelijke navorschingen, tot soortgelijk misbruik aanleiding zou kunnen geven en dezelfde nadeelige uitwerkselen zou kunnen veroorzaken.

HOOFDSTUK IV.

ART. 15.

De verdragsluitende Mogendheden, die met China verdragen gesloten hebben (Treaty Powers), zullen, in overeenstemming met de Chineesche Regeering, de noodige maatregelen nemen om, zoowel op Chineesch grondgebied als in hare eigene koloniën in het Verre-Oosten en in hare in China gelegen pachtlanden, het binnensmokkelen te beletten van ruw of toebereid opium, van morphine, van cocaïne en hare wederzijdsche zouten en van al de zelfstandigheden, bedoeld bij artikel 14 van deze Overeenkomst. Harerzijds zal de Chineesche Regeering dergelijke maatregelen nemen tot uitroeiing van den smokkelhandel in opium en in de andere hooger bedoelde zelfstandigheden, van China uit naar de vreemde koloniën en de pachtlanden.

ART. 16.

De Chineesche Regeering zal voor hare onderdanen pharmaceutische wetten uitvaardigen, tot regeling van den verkoop en de verspreiding van morphine, cocaïne en hare wederzijdsche zouten en van de overige zelfstandigheden bedoeld bij artikel 14 dezer Overeenkomst, en zij zal aan de Regeeringen, welke met China verdragen gesloten hebben, die wetten mededeelen door tusschenkomst van de diplomatieke vertegenwoordigers dezer Regeeringen te Peking. De verdragsluitende Mogendheden, welke met China verdragen gesloten hebben, zullen die wetten onderzoeken en, zoo zij deze aannemelijk achten, de noodige maatregelen nemen om ze op hare in China verblijf houdende onderdanen te doen toepassen.

ART. 17.

De verdragsluitende Mogendheden, die met China verdragen gesloten hebben zullen trachten zulke maatregelen te treffen als noodig is tot beperking van en tot toezicht op de gewoonte van het opium rooken in hare pachtlanden, nederzettingen en grondvergunningen in China; zij zullen trachten, *pari passu* met de Chineesche Regeering, de opiumkitten en dergelijke inrichtingen, die daar nog mochten bestaan, af te schaffen en het gebruik van opium in de huizen van vermaak en in de publieke huizen te verbieden.

ART. 18.

De verdragsluitende Mogendheden, die met China verdragen gesloten hebben, zullen werkelijke maatregelen nemen, *pari passu* met de werkelijke maatregelen welke de Chineesche Regeering daartoe zal nemen, tot geleidelijke vermindering van het aantal winkels voor den verkoop van ruw en toebeleid opium, welke nog mochten bestaan in hare pachtlanden, nederzettingen en grondvergunningen in China. Zij zullen doeltreffende maatregelen nemen tot beperking van en tot toezicht op den kleinhandel in opium, in voormelde pachtlanden, nederzettingen en grondvergunningen, tenzij daarin reeds voorzien is door bestaande maatregelen.

ART. 19.

De verdragsluitende Mogendheden, die in China postkantoren bezitten, zullen doeltreffende maatregelen nemen om den onwettigen invoer in China, in den vorm van postpakketten, — en evenzoo de onwettige overbrenging van de eene plaats in China naar de andere, door tusschenkomst van die postkantoren, — te verhinderen, van ruw of toebeleid opium, van morphine, cocaïne en hare wederzijdsche zouten en van de overige zelfstandigheden, bedoeld bij artikel 14 van deze Overeenkomst.

HOOFDSTUK V.

ART. 20.

De verdragsluitende Mogendheden zullen de mogelijkheid onderzoeken om, door wetten of verordeningen, het onwettige bezit van ruw opium, van toebeleid opium, van morphine, cocaïne of hare wederzijdsche zouten strafbaar te stellen, tenzij daarin reeds voorzien is door bestaande wetten of verordeningen.

ART. 21.

De verdragsluitende Mogendheden zullen, door bemiddeling van het Nederlandsch Ministerie van Buitenlandsche Zaken, elkander mededeelen :

a) De teksten der wetten en bestuurlijke verordeningen betreffende de

onderwerpen dezer Overeenkomst, zoowel van de reeds bestaande, als van die welke naar aanleiding van hare bepalingen worden uitgevaardigd ;

b) Statistische inlichtingen betreffende den handel in ruw opium, in toebereid opium, in morphine, cocaïne en hare wederzijdsche zouten, zoomede in de overige bij deze Overeenkomst bedoelde artsijen en dezer zouten of bereidingen.

Deze statistieken zullen zoo omstandig opgemaakt en zoo spoedig geleverd worden als mogelijk wordt geacht.

HOOFDSTUK VI.

Slotbepalingen.

ART. 22.

De Mogendheden, die ter Conferentie niet vertegenwoordigd waren, zullen deze Overeenkomst kunnen onderteekenen.

Te dien einde zal de Nederlandsche Regeering, onmiddellijk na de onderteekening van de Overeenkomst door de Gevolmachtigden der Mogendheden die aan de Conferentie hebben deelgenomen, al de Mogendheden van Europa en van Amerika, welke ter Conferentie niet vertegenwoordigd waren, te weten :

De Argentijnsche Republiek, Oostenrijk, Hongarië, België, Bolivia, Brazilië, Bulgarië, Chili, Columbia, Costa-Rica, de Republiek Cuba, Denemarken, de Dominikaansche Republiek, de Republiek Ecuador, Spanje, Griekenland, Guatemala, de Republiek Haïti, Honduras, Luxemburg, Mexico, Montenegro, Nicaragua, Noorwegen, Panama, Paraguay, Peru, Rumenië, Salvador, Servië, Zweden, Zwitserland, Turkije, Uruguay, de Vereenigde Staten van Venezuela,

uitnoodigen tot het aanstellen van eenen Gemachtigde, voorzien van de noodige volmacht om, te 's-Gravenhage, de Overeenkomst te onderteekenen.

Een « Protocol van onderteekening door ter Conferentie niet vertegenwoordigde Mogendheden », hetwelk den datum van iedere onderteekening zal vermelden, zal aan de Overeenkomst toegevoegd worden na de handteekeningen der vertegenwoordigde Mogendheden.

De Nederlandsche Regeering zal maandelijks aan al de onderteekend hebbende Mogendheden kennis geven van iedere nieuwe onderteekening.

ART. 23.

Nadat al de Mogendheden, zoowel voor zichzelven als voor hare bezittingen, koloniën, protectoraten en pachtlanden, de Overeenkomst of het hooger bedoelde aanvullend Protocol onderteekend hebben, zal de Nederlandsche Regeering al de Mogendheden uitnoodigen de Overeenkomst met dat Protocol te bekrachtigen.

Mocht de onderteekening van al de uitgenoodigde Mogendheden uiterlijk

op 31 December 1912 niet verkregen zijn, zoo zal de Nederlandsche Regeering onmiddellijk de Mogendheden, die alsdan de Overeenkomst zullen onderteekend hebben, uitnoodigen Gemachtigden aan te stellen om, te 's-Gravenhage, te onderzoeken in hoever niettemin tot bekrachtiging kan worden overgegaan.

De bekrachtiging zal zoo spoedig mogelijk gegeven worden en zal te 's-Gravenhage op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken worden nedergelegd.

De Nederlandsche Regeering zal maandelijks aan de onderteekend hebbende Mogendheden kennis geven van de in den loop der maand ontvangene bekrachtigingen.

Zoodra de bekrachtigingen van al de onderteekend hebbende Mogendheden, zoowel voor zichzelf als voor hare koloniën, bezittingen, protectoraten en pachtlanden, bij de Nederlandsche Regeering zullen ingekomen zijn, zal deze aan al de Mogendheden, die de Overeenkomst zullen bekrachtigd hebben, den datum bekendmaken waarop zij de laatste dier akten van bekrachtiging ontvangen heeft.

ART. 24.

Deze Overeenkomst treedt in werking drie maanden na den datum die vermeld is in de bekendmaking der Nederlandsche Regeering, in het laatste lid van het voorgaand artikel bedoeld.

Ten opzichte van de bij deze Overeenkomst voorziene wetten, verordeningen en andere maatregelen, is overeengekomen dat de daartoe benoodigde ontwerpen niterlijk zes maanden na de inwerkingtreding van de Overeenkomst zullen opgemaakt worden. Wat de wetten betreft, deze zullen ook binnen denzelfden termijn van zes maanden door de Regeeringen aan hunne Parlementen of Wetgevende Lichamen worden voorgelegd of, uiterlijk, tijdens den eerstvolgenden zitting na dien termijn.

De datum waarop voormelde wetten, verordeningen en maatregelen in werking zullen treden, zal door een akkoord tusschen de verdragsluitende Mogendheden bepaald worden, op voorstel van de Nederlandsche Regeering.

Mochten er moeilijkheden oprijzen met betrekking tot de bekrachtiging van deze Overeenkomst of tot de inwerkingstelling hetzij van de Overeenkomst, hetzij van de daaruit voortvloeiende wetten, verordeningen of maatregelen, dan zal de Nederlandsche Regeering, indien door geene andere middelen eene oplossing te verkrijgen is, al de verdragsluitende Mogendheden uitnoodigen Gemachtigden aan te stellen, die te 's-Gravenhage zullen vergaderen om tot een onmiddellijk akkoord nopens bedoelde moeilijkheden te komen.

ART. 25.

Mocht eene der verdragsluitende Mogendheden deze Overeenkomst willen opzeggen, dan zal deze opzegging schriftelijk ter kennis gebracht worden van de Nederlandsche Regeering, die onmiddellijk aan al de andere Mogend-

heden een eensluidend gewaarmerkt afschrift der kennisgeving zal laten worden, met vermelding van den datum waarop zij die kennisgeving ontvangen heeft.

De opzegging zal slechts kracht hebben ten opzichte van de Mogendheid die er kennis van gegeven heeft, en wel, een jaar nadat die kennisgeving bij de Nederlandsche Regeering ingekomen is.

Ten blyke waarvan de gevolmachtigden deze Overeenkomst van hunne handteekeningen hebben voorzien.

Gedaan te 's-Gravenhage, den 23^e Januari negentienhonderd twaalf, in enkelvoudig exemplaar, welk zal blijven berusten in het archief der Nederlandsche Regeering en waarvan eensluidend gewaarmerkte afschriften langs diplomatieken weg zullen overgemaakt worden aan al de ter Conferentie vertegenwoordigde Mogendheden.

Voor Duitschland . . . { F. DE MÜLLER.
DELBRÜCK.
GRUNENWALD.

Voor de Veereenigde Staten van Amerika. { CHARLES H. BRENT.
HAMILTON WRIGHT.
HENRY J. FINGER.

Voor China . . . LIANG CHENG.

Voor Frankrijk . . . H. BRENIER . . . { Onder voorbehoud van eventueel afzonderlijke en bijzondere bekrachtiging of opzegging, wat de Fransche Protectoraten betreft.

Voor Groot-Britannië . . . { W. S. MEYER.
W. G. MAX MÜLLER.
WILLIAM JOB COLLINS.

Onder voorbehoud van de volgende verklaring :

Indien deze Overeenkomst door de Regeering Zijner Britsche Majesteit wordt bekrachtigd, zullen hare artikelen in alle opzichten van toepassing zijn op het Britsch-Indisch Keizerrijk, op Ceylon, op de Straits-Settlements, op Hong-Kong en op Wei-hai-wei, geheel en al zooals zij van toepassing zullen zijn op het Vereenigd Koninkrijk Groot-Britannië en Ierland; doch de Regeering Zijner Britsche Majesteit behoudt zich het recht voor, meergenoemde Overeenkomst afzonderlijk te onderteekenen of op te zeggen namens elke Dominion, Kolonie, Afhankelijkheid of Protectoraat van Zijne Majesteit, buiten de hierboven opgesomde.

Voor Italië . . . G. DE LA TOUR CALVELLO.

Voor Japan . . . { AIMARO SATO.
TOMOE TAKAGI.
KOTARO NISHIZAKI.

<i>Voor Nederland</i> . . .	{	J. T. CREMER.	{	Onder voorbehoud van artikelen 15, 16, 17, 18 en 19 (aangezien Perzië geen verdrag heeft gesloten met China) en van paragraaf a van artikel 3.
		C. TH. VAN DEVENTER.		
		A. A. DE JONGH.		
		J. G. SCHEURER.		
<i>Voor Perzië</i> . . .		MIRZA MAHMOUD KHAN .		
<i>Voor Portugal</i> . . .		ANTONIO MARIA BARTHOLOMEU FERREIRA.		
<i>Voor Rusland</i> . . .		A. SAVINSKY.		
<i>Voor Siam</i> . . .	{	AKHARAJ VARADHARA.	{	Onder voorbehoud van artikelen 15, 16, 17, 18 en 19, aangezien Siam geen verdrag heeft gesloten met China.
		WM. J. ARCHER.		

